

Écologie, travail et emploi : un même objectif

Jean-Marie Harribey

[Marianne](#), 4 avril 2014

À l'heure où le chômage et la précarisation du travail s'accroissent encore et désagrègent les liens sociaux et où la crise écologique révèle l'impasse du modèle productiviste, on parle beaucoup de transition énergétique, de reconversion industrielle et d'invention d'un nouveau modèle économique. Tout cela est, pour l'instant, resté lettre morte. Le seul changement de cap dessiné par les gouvernements est celui de la compétitivité, de la baisse du coût du travail pour les entreprises, de la réduction des dépenses publiques, le tout habillé en France d'un oxymore : ledit « socialisme de l'offre ».

Pourtant, il est possible d'imaginer un nouvel horizon économique et social en dehors du paradigme néolibéral, mûri d'un peu de sociétal à la place du social. La dernière période où l'économie française créa un grand nombre d'emplois, au moins deux millions, fut celle des années 1997-2001. Ce résultat, resté inédit, fut atteint en couplant une reprise de la croissance économique et une réduction importante de la durée du travail, le tout permis par une moindre rigueur de la politique économique que par rapport aux années précédentes. Ce couplage n'est plus possible. La croissance ne reviendra pas aux niveaux antérieurs parce que les gains de productivité se sont durablement ralentis et cette tendance ne s'infléchira sans doute pas. Il faut donc inventer un autre assemblage. Le seul envisageable pour l'avenir des sociétés est celui qui associe une transition écologique et une poursuite de la tendance séculaire à la réduction du temps de travail.

La condition décisive du premier volet de ce couple est de réussir une véritable reconversion énergétique. Parmi les scénarios les plus sérieux, nous disposons de celui élaboré par négaWatt, tablant sur une division par 4 des besoins énergétiques au moyen d'une plus grande sobriété, d'une plus grande efficacité et d'un choix en faveur des énergies renouvelables. Quel impact ce choix aurait-il en termes d'emploi ? Une étude du CIRED, menée par Philippe Quirion, a récemment mesuré l'impact du scénario négaWatt sur l'emploi en France. Le solde net des emplois créés (effets directs, indirects et induits) serait de 240 000 emplois équivalents temps plein supplémentaires en 2020 par rapport à la poursuite du schéma tendanciel actuel, et de 630 000 supplémentaires en 2030. L'écologie n'est donc pas l'ennemie de l'emploi.

Cependant, créer 240 000 emplois dans les six ans à venir et 630 000 sur quatorze ans ne peut être considéré comme suffisant pour entamer une véritable décrue du chômage, alors que celui-ci est aujourd'hui en France de 3 347 700 pour la catégorie A et de 5 611 700 toutes catégories (sans les DOM-TOM). Il faut donc coupler tous les scénarios de transition écologique avec une réduction massive du temps de travail. Et de ce point de vue, tout le monde a bien compris l'enjeu de la RTT, jusqu'au sein des cercles les plus néolibéraux. Le problème est que la RTT peut être envisagée de deux manières antagoniques. Ou bien on concentre cette RTT sur une fraction de la population active en lui imposant un temps partiel en même temps qu'un salaire partiel. L'Allemagne, citée partout en exemple, a choisi cette option. Son « miracle » tient moins à la qualité des réformes « Hartz » qu'aux répercussions de cette forme inégalitaire de partage de l'emploi dans un contexte où, pour cause démographique, la population active a tendance à moins augmenter, et où le ralentissement des gains de productivité du travail est là aussi sensible.

La seconde option est de répartir également la réduction du temps de travail sur l'ensemble de la population active. Les performances d'une économie ayant une origine collective (qualité de l'éducation, de la formation, des infrastructures et des investissements), il convient d'en répartir les fruits collectivement. Les modalités peuvent être multiples : temps de travail hebdomadaires (32 heures, 4 jours...) ou à l'année, formation continue tout le long

de la vie, etc. Évidemment, au lieu de chercher 50 milliards dans la poche des salariés ou dans les dépenses publiques, cette reconversion à la fois sociale et écologique exige de remodeler considérablement la répartition des revenus : un choc de répartition en lieu et place d'un pacte d'(ir)responsabilité accordé les yeux fermés aux entreprises. Et si ce nouveau couple écologie-RTT conduit à sortir de la nasse de la récession en promouvant un regain de croissance, fût-il modeste et transitoire, grâce notamment aux investissements d'avenir, ce ne sera plus une croissance aveugle, bercée de l'illusion de l'éternité. En bref, il ne s'agit pas de relancer l'activité pour assurer la transition, mais de lancer la transition pour impulser une dynamique vertueuse.

Enfin, le nouveau couplage écologie-emploi doit être l'occasion de repenser l'organisation du travail pour mettre fin à la dégradation continue des conditions de travail depuis que l'apologie en faveur du rendement pour les actionnaires a pris le pas sur toute autre considération : l'acceptation par la population des nouvelles contraintes écologiques sera conditionnée par l'amélioration de la qualité du travail en même temps que l'amélioration de la qualité de la production.

Les Économistes atterrés organisent une conférence-débat sur ces thèmes le Jeudi 10 avril 2014, de 20h à 22h30, à l'Université Paris I, Centre Panthéon, Amphi 1, 12 place du Panthéon. Interviendront notamment Philippe Quirion et Jean-Marie Harribey.